

## Article

---

« Commentaire : Paradoxes d'une révolution ou Le temps des illusions »

Jean-Marc Léger

*Recherches sociographiques*, vol. 7, n°1-2, 1966, p. 36-38.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/055296ar>

DOI: 10.7202/055296ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

## COMMENTAIRE

## PARADOXES D'UNE RÉVOLUTION ou LE TEMPS DES ILLUSIONS

Léon Dion fait ou, du moins, entreprend le procès (avec raison, à mon sens) d'une singulière illusion nourrie par nous-mêmes sur nous-mêmes, en même temps que d'une inquiétante carence de la pensée politique, carence voilée par l'inflation verbale, les slogans sonores, les élans généreux. Nous nous trouvons ou nous risquons de nous trouver en présence, plutôt que de mythes authentiques, d'une mystification dont l'expression passe-partout de « révolution tranquille » est peut-être le plus éloquent symbole.

La société québécoise dans son ensemble reste profondément conservatrice mais elle l'est désormais avec une sorte de bonne conscience puisqu'avec la « révolution tranquille » elle se donne à bon marché un brevet de société évoluée et novatrice, sans mettre vraiment en cause l'essentiel de ce à quoi elle tient secrètement par-dessus tout : sa stabilité, sa respectabilité, son confort et son niveau de vie. Entre les équipes d'avant et d'après 1960, il y a eu certes modification et, parfois, rupture, dans le style, les méthodes, la cadence, mais non pas véritablement dans les conceptions fondamentales ni dans la hiérarchie des valeurs. Il ne s'agit pas de contester le caractère bienfaisant, rafraîchissant, du ton et du climat nouveaux ni le bonheur ou l'utilité des grandes mesures mises en œuvre dans l'ordre de l'enseignement, de la sécurité sociale, de l'organisation interne de l'État, etc. Il s'agit de refuser l'euphorie à laquelle trop des nôtres ont cédé comme si un impérieux rattrapage était de soi une révolution. On a cru apparemment, sur la foi des slogans et d'une presse à l'engouement prompt et à l'enthousiasme puéril, qu'il était possible de faire une « révolution » aux moindres frais sur tous les plans. Lorsque l'on a pour *menchéviks* les fils de bonnes familles de la Fédération libérale du Québec, on peut tout au plus jongler avec les mots magiques de « dirigisme » et de « planification » ou se payer le luxe d'avoir un René Lévesque dont les propos inorthodoxes étaient tolérés un peu comme la caution que le régime offrait, sur sa gauche, à la fois aux « sociaux » et aux « nationaux » dont l'adhésion ou au moins la neutralité bienveillante lui était provisoirement nécessaire.

Peut-on vraiment parler des « conflits des idéologies » ? Dans la mesure où ils existent, ils restent circonscrits à quelques hommes et à quelques groupes numériquement peu importants et dont l'influence est plus apparente que réelle, plus bruyante que vraiment profonde, ne comptant finalement qu'assez peu — dans l'immédiat, car à terme ils ont valeur de prophètes — dans l'évolution du milieu et dans l'orientation des partis politiques traditionnels. L'apparente perméabilité d'une part de l'opinion aux « idées nouvelles », le rapide développement du syndicalisme dans la fonction publique et les secteurs qui s'y rattachent, l'agitation sociale au fond superficielle, le vocabulaire et les propos volontiers dirigistes et socialisants de certains ministres et grands commis : tout cela ne suffit point à définir une idéologie progressiste. Cela suffit tout au plus à annoncer un rythme nouveau, plus vif, dans l'évolution et un lent éveil à des valeurs et à des possibilités jusqu'alors ignorées ou considérées comme anathèmes. On assiste plutôt à un nouveau clivage et à l'éclatement du conservatisme entre diverses tendances, les plus ouvertes ou les plus habiles étant bien

résolues à empêcher que la « révolution tranquille » ne leur échappe et n'aille au-delà d'un réformisme prudent.

Avec beaucoup de nuances, certes, on peut avancer que M. Lesage réincarnait, à un quart de siècle de distance, en plus digne certes et en plus sérieux, le Duplessis de 1936 dont l'avènement coïncida aussi (la formule en moins) avec le climat, les espérances et les remises en question qui caractérisèrent la dernière « révolution tranquille ». Aussi bien, n'est-il pas difficile de penser qu'un nouveau gouvernement d'Union nationale accédant au pouvoir, par hypothèse, dans quelques mois, reprendrait à son compte l'essentiel de ce qui a été entrepris depuis cinq à six ans, avec moins de panache sans doute, avec un ton différent et en ralentissant quelque peu la cadence : il n'est pas fondamentalement en désaccord avec les grandes options et l'orientation du régime présent, il ne s'en distingue pas idéologiquement. Cela donne la mesure et indique les limites d'une opération qui n'eût rien de révolutionnaire.

Cela ne saurait évidemment mettre en cause ni le mérite ni, à certains égards, le courage d'un certain nombre d'éléments de l'équipe qui a accédé au pouvoir en 1960 et (peut-être plus encore) de la phalange de « grands commis » dont l'apport a été décisif dans la remise en ordre et la relance et dont l'entrée en scène est sans doute le plus heureux acquit du nouveau régime. En définitive, ce qu'on a appelé « révolution tranquille » n'a consisté ni en une remise en question profonde des valeurs et des idées reçues, ni dans l'installation d'une quelconque « gauche » au pouvoir, moins encore dans une rupture avec l'héritage socio-culturel et l'organisation politico-économique. Ce fut plutôt un vigoureux effort de modernisation, d'épuration et de remise en ordre par une équipe pleine de bonne volonté qui avait assimilé beaucoup les formules, un peu les idées et l'allant de deux écoles fort différentes à l'origine mais progressivement convergentes dans certains de leurs éléments : le nationalisme « nouveau », social, dont *Le Devoir* fut depuis environ 1946-47 le principal porte parole, et le courant progressiste et socialisant animé principalement par *Cité libre* et éloquentement exprimé chaque année dans les conférences de l'*Institut canadien des affaires publiques* et dont le feu *Rassemblement* des années 1956-58 porta un moment l'espoir d'action politique.

Bref, il s'est produit une imposture, il s'est produit objectivement une imposture, dans une sorte d'inconscience générale d'ailleurs. On a fini sincèrement par croire — et par presque faire croire à l'étranger non prévenu — qu'on était à faire ici une révolution, « tranquille » je veux bien, mais révolution quand même. Lorsque Léon Dion parle de la « polarisation des idéologies », il convient peut-être d'ajouter que le phénomène a joué d'autant plus à partir de 1960 qu'une sorte de mauvaise conscience avait envahi des milieux importants dans presque toutes les couches de la société québécoise. Cette mauvaise conscience alliée à une espèce de snobisme diffus inclinait même des milieux profondément conservateurs à applaudir, à cautionner, ou du moins à accepter extérieurement l'orientation et le style du nouveau régime ou encore à taire leurs protestations devant un accent, des tendances, des mesures qu'ils désavouaient intérieurement, de peur, en marquant leur refus, de s'identifier non seulement au conservatisme mais à tout un héritage de stagnation, de concussion, de trafic et d'ignorance qui, dans l'opinion populaire, y paraissait automatiquement associé. D'où cette impression d'absence d'opposition (et nous ne parlons pas évidemment ici de l'opposition de partis), l'impression d'une sorte d'effondrement du

conservatisme qui demeurerait pourtant puissant chez ceux-là mêmes qui nous annonçaient les temps nouveaux. Ajoutons que l'irruption vers le même temps, ou peu auparavant, dans les grands moyens d'information, ou le passage à des postes de responsabilité, d'une génération alimentée soit au progressisme, soit au néo-nationalisme, soit aux deux simultanément, accroissait l'impression fautive d'une période de rupture et de grande novation. La presse écrite en particulier, celle de la région de Montréal singulièrement, ne correspondait pas à la réalité sociale ni aux tendances profondes du milieu.

Enfin, on ne saurait ignorer un autre facteur : le Verbe. Nous avons vécu depuis quelques années une extraordinaire période d'inflation verbale. Comme dirait Marcel Aymé : « On n'en finissait plus de déclarer ». Chaque jour ou presque nous apportait son lot de déclarations, de projets, de ripostes, de répliques, de commentaires, de mises au point et de mises en garde. L'homme politique et le dirigeant syndical de quelque importance se seraient crus déshonorés qui eussent laissé passer une semaine ou un mois, selon le cas, sans faire la manchette par quelques propos fracassants — dont certains étaient proférés avec une incroyable légèreté — qui alimentaient les illusions des uns et paraissaient justifier les craintes des plus sombres des autres. Ce sont d'ailleurs les paroles bien plus que les actes qui devaient effrayer, réveiller, relancer le conservatisme et alerter au bout de quelques années une orthodoxie qui redécouvrait avec surprise et ravissement qu'elle était restée puissante. Et Saint-Just devait se retourner dans sa tombe qui affirma jadis : « On ne gouverne pas sans laconisme ».

En vérité, et à ce propos nous rejoignons parfaitement Léon Dion, si on a pu dire jadis (Laurier) que « la province de Québec n'a pas de convictions, elle n'a que des sentiments », on pourrait affirmer aujourd'hui de même : « le Québec n'a pas d'idéologies mais il a des formules et des slogans ». Et le caractère naturellement simplificateur de ces slogans est d'autant plus trompeur que leur contenu polémique ou lyrique satisfait à bon compte les progressistes alors que le vague de leur formulation autorise une large fraction des conservateurs à s'en réclamer. Il est vrai que dans certaines conditions et à partir d'un certain seuil, la vertu des mots peut opérer insensiblement des mutations dans le comportement mais le danger est bien plus grand de dévaluer les mots avec les idées ou les idéaux qu'ils sont censés véhiculer.

Que le langage du pouvoir politique et de la presse depuis quelques années ait répandu une fautive image de la réalité québécoise profonde et qu'il ait contribué à accroître les illusions des uns et les craintes des autres, voilà qui semble incontestable. J'hésiterais, en revanche, à dire avec Léon Dion qu'« il suffirait que le conservatisme redevienne la formule politique dominante pour que se produise un retournement complet de la situation des idéologies ». Je pense plutôt que le néo-conservatisme, par impuissance ou par habileté, préserverait alors l'essentiel de l'acquis de la pseudo-révolution tranquille et, dans son aile « gauche », si l'on peut dire, tendrait à rejoindre le plus clair d'un parti libéral fatigué. La marge entre les deux formations va se réduire. C'est à d'autres qu'il appartiendra, si jamais cela doit venir, d'entreprendre une révolution réelle, fût-elle tranquille. Pour l'heure, au-delà d'une certaine modernisation et d'une certaine normalisation indéniable, c'est le retour du pendule et la totale confusion. Aurons-nous raté jusqu'à « nos guerres de religions » ?

Jean-Marc LÉGER

*Le Devoir,*  
Montréal.